



## POURQUOI LE MONDE VA CONTINUER À CREVER DE CHAUD

Par Natacha Polony

**L'**Europe se réchauffe deux fois plus vite que le reste de la planète. C'est le constat de l'Organisation météorologique mondiale. On peut y ajouter les pics de chaleur sans précédent qui frappent l'Atlantique Nord. Et les sécheresses qui touchent des régions comme le Val de Loire. Le climat tempéré qui a permis l'éclosion de la civilisation européenne passe peu à peu par pertes et profits, sans que nous soyons capables de mesurer véritablement ce que cela implique. Une chose est certaine : il nous faut en même temps éviter d'amplifier le phénomène et nous adapter à ce qui est désormais inéluctable.

Nous ne sommes pas les seuls dans cette situation. Les phénomènes climatiques extrêmes fragilisent des pays déjà en difficulté et jettent sur le chemin de l'exil des populations privées de ressources. Oui, les réponses seront à l'échelle de la planète. Mais ce genre de poncif ne suffira pas. Surtout s'il sert à disqualifier l'échelon national, le seul, pourtant, où s'exerce la démocratie. D'autant que l'hypocrisie est à tous les étages, et ce pour une raison simple : beaucoup ont intérêt à ne surtout pas aller à la racine du problème.

**La France, dans un élan tout à fait louable, organise les 22 et 23 juin un sommet « pour un nouveau pacte financier mondial ».** L'idée ? Il va falloir permettre à nombre de pays en développement de financer leur transition écologique. Pour cela, l'ambition n'est rien de moins qu'un « nouveau Bretton Woods ». Pour mémoire, les accords de

Bretton Woods, signés en 1944, alors que la fin de la guerre se dessinait, mirent en place une organisation monétaire mondiale à même de financer la reconstruction. Ils furent négociés, côté britannique, par John Maynard Keynes, qui voulait adosser le système ainsi créé, Banque de développement et Fonds monétaire international, sur une monnaie non nationale, le « bancor ». Le modèle qui l'emporta fut cependant celui du dollar roi, par un système de parité avec l'or. Mais en 1971, les États-Unis eux-mêmes sacrifient cet équilibre en rompant unilatéralement la parité dollar-or. Le dollar devient une monnaie de réserve, mais fluctuante au gré des intérêts de la superpuissance. Et c'est le début d'une financiarisation de l'économie prônée par l'École de Chicago, avec la création de produits financiers complexes favorisant la spéculation, les bulles et les profits délirants.

Disons-le clairement : il n'y aura pas de rééquilibrage entre le Nord et le Sud sans la remise en cause de ce système fondé sur les paradis fiscaux et la spéculation sur les dettes publiques. Il n'y aura pas de rééquilibrage tant que le FMI exigera, en échange de son aide, une libéralisation des pays émergents à coup de

privatisations et d'ouverture aux multinationales occidentales. Pis, la guerre que se livrent les États-Unis et la Chine se déplace sur le champ monétaire, comme le montre la multiplication des échanges internationaux en yuan. Mais la dédollarisation fera passer les pays émergents d'une dépendance à une autre. Toujours prisonniers de la dette.

**Libre circulation des capitaux, libre circulation des marchandises, libre circulation des hommes,** tel est le mantra qui a présidé à la mondialisation occidentalocentrée depuis les années 1970. Il reste celui de l'Union européenne, depuis que l'Acte unique est venu le sanctifier en 1986. Pour preuve, l'énergie que met Ursula von der Leyen à faire advenir le traité de libre-échange avec le Mercosur, dont le principal résultat sera de maintenir les pays d'Amérique latine dans un modèle d'agriculture intensive uniquement tourné vers l'export et destructeur des ressources. Accessoirement, il finira d'achever l'agriculture française. Emmanuel Macron peut-il, d'un côté, organiser un sommet qui prétend imaginer un autre système et, de l'autre, perpétuer ce même système en acceptant ce traité de libre-échange ? La contradiction n'a pas l'air de le traumatiser.

**IL N'Y AURA PAS DE RÉÉQUILIBRAGE TANT QUE LE FMI EXIGERA, EN ÉCHANGE DE SON AIDE, UNE LIBÉRALISATION DES PAYS ÉMERGENTS.**

Ajoutons que le trou noir au cœur de ce système est la toute-puissance des entreprises de transport maritime. Ces merveilleuses entreprises engrangent des sommes faramineuses (mais elles sont moins visibles que TotalEnergies), et le numéro deux du secteur, le français

CMA CGM, ne paie en impôt que 2 % de son résultat pour un bénéfice net de 23 milliards d'euros en 2022, ce qui permet à son PDG, Rodolphe Saadé, d'investir largement dans les médias. Quant au numéro un, l'italo-suisse MSC (propriété de la famille Aponte, ce qui vaut à Alexis Kohler, cousin de la famille et secrétaire général de l'Élysée, une mise en examen pour prise illégale d'intérêts), il ne publie pas ses résultats... Et les porte-conteneurs géants continuent d'inonder l'Occident de produits inutiles fabriqués à base de plastique.

On se souvient de la démission fracassante de Nicolas Hulot, avant que des accusations d'agressions sexuelles ne viennent délégitimer le personnage. Son constat était sans appel : le libre-échange n'est pas compatible avec la préservation du climat. Un modèle qui engendre des profits faramineux pour la sphère financière et les multinationales a peu de chances d'être remis en cause, du moins tant que ce sont les pays émergents et les classes populaires des pays développés qui en sont les principales victimes. Sauf que, désormais, il fait plus de 40 degrés l'été, même pour les milliardaires propriétaires d'entreprises de logistique. ■